

ne savent que son nom. Il croyait que beaucoup d'ombre se dissipe en approchant le flambeau du cœur; d'ailleurs aucune répugnance n'est permise à qui veut préserver la patrie.

C'est ainsi qu'il connut et qu'il pratiqua sans s'abaisser et sans les avilir les principaux agitateurs des clubs démagogiques de la Sorbonne où quarante mille prolétaires du quartier du Panthéon recevaient le souffle de l'agitation, beaucoup de délégués des ouvriers du Luxembourg, hommes de bon sens déjà fortement repoussés des sophismes industriels et économiques de Louis Blanc, un jeune mulâtre que la foule suivait de club en club au feu d'une éloquence tropicale, et un des adeptes les plus affidés de Blanqui, de Flotte.

Ce jeune mulâtre Servien, enthousiaste et entraînant sur le trépied était doux, timide, presque muet dans l'intimité. Il avoua à Lamartine qu'il avait plus de passions que de notions sur ces questions sociales dont il fanatisait ses auditeurs. Lamartine lui communiqua les fruits de ses propres études et lui suggéra ce socialisme des sentiments qui fait fraterniser les classes diverses de citoyens sans en dépouiller aucune. il lui apprit que le socialisme vrai n'était qu'une question de religion dans les cœurs, et d'équité dans les lois. Servien souffla la conciliation et la paix sur les masses charmées à sa voix. Lamartine l'envoya ensuite chez les noirs ses frères pour

les préparer à l'émancipation par la concorde avec les colons. il espérait que les colonies renverraient ce remarquable talent à l'Assemblée nationale.

De Flotte était un jeune officier de marine bien né, studieux, honnête homme, disciple trop fanatisé des systèmes radicalement rénovateurs des sociétés. il suivait Blanqui comme le plus radical des révolutionnaires, mais il influait sur son maître par l'élévation de son intelligence. Lamartine après l'avoir sondé à fond, ne trouva dans son âme ni crime, ni vice, ni préjugé incompatible avec l'ordre social conservateur et progressif qu'une république bien inspirée doit garantir. il sentit que ce jeune homme déplacé dans les factions pouvait être utilisé par la République. il se promit de s'en souvenir dans l'occasion. Il apprit depuis que de Flotte, quoique étranger à l'émeute du 15 mai, avait été arrêté sous la prévention de ses liaisons avec Blanqui et qu'il languissait dans les fers. il réclama pour lui. C'est par de Flotte que Lamartine fit savoir à Blanqui qu'il le recevrait lui-même avec intérêt et peut-être avec fruit pour la République.

XVIII.

Blanqui était alors tout à la fois en suspicion au gouvernement et en suspicion aux partis extrêmes.

les clubs qu'il dominait par sa violence et par son talent lui portaient envie. les partisans de la dictature qui voyaient en lui un rival ou un vengeur le redoutaient. ils ne cessaient de l'indiquer à l'opinion publique comme le seul factieux dangereux afin de mieux cacher eux-mêmes leur faction derrière la sienne. Blanqui de son côté que ces hommes avaient tenté de déshonorer les détestait. il s'isolait d'eux. il s'étudiait à les dépasser en radicalisme afin de les distancer en popularité. il les appelait des ambitieux et des dupes du peuple. L'écho de sa voix les faisait trembler tous les soirs. ils savaient que Blanqui était entouré de quelques fanatiques capables de venger leur maître par le fer et par le feu. Cette renommée sinistre de Blanqui était un fantôme sans cesse debout entre leur ambition et eux. on ne cessait de répandre sur les trames de Blanqui et de son parti les rumeurs les plus menaçantes. Ceux mêmes qui les répandaient y croyaient peu. C'était un Catilina de fantaisie. Tantôt il devait assiéger le gouvernement au Luxembourg et l'enlever dans la nuit pour le conduire à Vincennes, tantôt il devait incendier Paris et profiter du tumulte pour proclamer sa tyrannie au nom du peuple, tantôt il devait surprendre avec quelques complices l'hôtel des affaires étrangères et assassiner Lamartine. Le peuple crédule chuchotait ces rumeurs. Lamartine n'y croyait pas. il s'affligeait

sans doute des scandales de parole de cette petite faction ; mais il ne s'inquiétait nullement des accusations de trahison et des menaces de mort qui retentissaient la nuit dans ce club. Il savait que le danger pour le gouvernement et pour la France était dans des factions moins décréditées. Il n'était pas même mécontent de ce que la faction impuissante au fond de ce conspirateur à haute voix contre-balançât et intimidât d'autres factions dans d'autres clubs et dans d'autres partis. Il s'était opposé plusieurs fois sans que ses collègues pussent comprendre ses motifs à ce que Caussidière fit arrêter Blanqui. Cependant le nom de ce nouveau tribun grondait sur tout Paris.

L'imagination publique était frappée jusqu'à la terreur de cette renommée, lorsqu'à six heures du matin des derniers jours du mois de mars ou des premiers jours d'avril, un homme d'aspect presque prolétaire, accompagné de deux ou trois autres hommes de visages inconnus et suspects, entra dans la cour du ministère des affaires étrangères, se nomma, et demanda à parler au ministre. Lamartine venait de se lever. le jour était chaud. il travaillait à demi vêtu dans sa chambre. il donna ordre de faire entrer Blanqui et s'avancant vers lui la poitrine découverte il lui tendit la main :

« Eh bien monsieur Blanqui lui dit-il en souriant
« vous venez donc me poignarder? L'heure est

« propice et l'occasion est belle ; vous le voyez, je
« n'ai pas de cuirasse. »

Puis faisant asseoir Blanqui vis-à-vis de lui :
« Parlons sérieusement, lui dit-il. J'ai désiré vous
« voir et vous avez consenti vous-même à vous
« entretenir avec moi ; c'est l'indice que nous ne
« sommes pas peut-être aussi inconciliables de
« pensées sur la République que les apparences
« le font penser au vulgaire. Causons donc à fond.
« Je vais vous ouvrir toutes mes pensées sans
« voile. comme un homme qui n'a rien à cacher
« même à ses ennemis. Vous verrez si mon horizon
« politique est assez large et assez lumineux pour
« que tous les amis de la démocratie y trouvent
« la place de leur action légitime et la satisfaction
« de leur légitime ambition de progrès. Vous m'in-
« terrompez là où des objections se présenteront
« à votre esprit et j'éclaircirai ce qui vous paraîtra
« obscur. »

Lamartine alors exposa devant Blanqui l'idée de
la République telle qu'il la concevait pour un
peuple continental, longtemps façonné au joug
monarchique, et où les problèmes du socialisme
nés de l'industrie du luxe et de la misère, agi-
taient depuis quinze ans les couches souterraines
de la société. Il montra les garanties à donner à la
propriété, les assistances à prodiguer par des insti-
tutions aux prolétaires. Il alla aussi loin que sa pen-

sée pas plus loin que le bon sens et l'application. Il
conclut à un gouvernement très-fort, expression
d'une volonté nationale puisée dans le peuple tout
entier, mais irrésistible. Il démontra le danger de
la guerre pour l'idée démocratique comme pour la
nationalité française ; il se déclara l'inflexible en-
nemi de toute faction qui voudrait monopoliser le
pouvoir dans des dictatures, l'ensanglanter dans
des Conventions, le déchirer dans des anarchies. il
professa le dogme absolu de la souveraineté de la
majorité sincère de la nation, contre la tyrannie
d'une seule classe, cette classe usurpât-elle même
le nom de peuple. Il professa sa haine contre les
ambitieux corrupteurs de ce peuple et sa pitié pour
les sophistes qui en l'enivrant de chimères radi-
cales lui préparaient le réveil du désespoir.

Blanqui ne l'avait pas interrompu une seule fois.
Sa physionomie ascétique et impressionnable écou-
tait par tous ses sens. Son œil profond et replié en
dedans semblait épier jusqu'au fond de l'âme de
son interlocuteur pour y découvrir l'intention de
séduire ou de tromper. il était trop exercé pour ne
pas voir que l'attitude, la parole, le geste de La-
martine éclataient de sincérité. Il ne fit aucune
objection fondamentale aux idées qu'il venait d'en-
tendre. il parla avec un ironique dédain des hom-
mes qui se prétendaient alors les prophètes du
socialisme et du terrorisme. il admit les théories

comme théories ou comme tendances et reconnut qu'il n'y avait aucune réalisation immédiate possible en dehors des propriétés garanties et des droits acquis.

Quant au gouvernement, il en reconnut également la nécessité et les conditions de force contre l'anarchie. il accorda sans peine à Lamartine qu'il fallait décourager les partis ambitieux et turbulents de la dictature, en adhérant à la convocation de l'Assemblée nationale. il n'hésita pas en effet à parler dans ce sens à son club et à faire revenir sur leurs pas les factions qui commençaient à protester contre les élections.

Lamartine après ce dialogue politique où il avait obtenu tout ce qu'il voulait, c'est-à-dire le concert pour la convocation de l'Assemblée et la promesse de combattre les tentatives dictatoriales, fit dégénérer la conversation en entretien familial. Blanqui sembla s'abandonner avec l'épanchement d'une âme ulcérée et fermée par la persécution qui s'ouvre et qui se détend dans une intimité de hasard. il raconta à Lamartine sa vie, qui n'était qu'une longue conjuration contre les gouvernements; ses amours pour une femme que sa captivité n'avait pu détacher de lui et que ses disgrâces avaient tuée; ses longs emprisonnements, ses réflexions solitaires; ses aspirations à un Dieu; ses instincts antisanguinaires, mais son goût presque insurmontable de

complots, espèce de seconde nature, contractée dans ses premières conspirations. Il fut simple, naturel, élevé, quelquefois attendri. Lamartine n'hésita pas à trouver dans ce conjuré toutes les aptitudes et tout le tact d'un homme né pour les négociations, s'il voulait jamais plier son indépendance au joug d'un gouvernement. Il lui demanda s'il consentirait à servir une République selon ses vues dedans ou dehors; si ce rôle d'éternel critique et d'éternel agresseur des institutions de son pays ne lui semblait pas lourd, stérile, ingrat, nuisible à la République elle-même? Blanqui en convint il ne parut même pas éloigné de l'idée de servir au dehors un gouvernement dont il honorerait les ministres et dont il partagerait les vues. Blanqui et le membre du gouvernement se séparèrent après un entretien de plusieurs heures, satisfaits en apparence l'un de l'autre, et prêts à se revoir si les circonstances ramenaient la nécessité d'autres entrevues.

XIX.

Lamartine à partir de ce jour ne cessa pas d'entretenir des intelligences désintéressées et loyales dans le sein des différents partis qui se disputaient la direction du peuple. Son esprit y souffla constamment dans un seul sens: la convocation et l'acceptation par le peuple de Paris de l'Assemblée

nationale. Sûr de la coopération des principaux chefs de faction pour cet objet, il n'eut plus qu'à veiller avec ses collègues sur les manifestations séditieuses qui pouvaient submerger ou emporter inopinément le gouvernement.

Le danger était de toutes les heures. La garde mobile ne comptait encore que quelques bataillons sans uniforme. Les délégués du Luxembourg voyaient avec répugnance cette création et suscitaient mille lenteurs à l'équipement de ces jeunes soldats. Le général Duvivier s'impatientait légitimement de ces délais ; il ne maintenait sa troupe dans la résignation et dans le devoir qu'à force d'encouragements et de sollicitude. La garde nationale sous l'impulsion de son général et du chef d'état-major Guinard, s'organisait, s'habillait et s'armait au nombre de cent quatre-vingt-dix mille hommes. elle allait bientôt nommer ses officiers, mais jusque-là elle n'existait qu'en idée. Le gouvernement avec raison ne voulait pas la rassembler avant qu'elle eût ses uniformes, pour que le contraste entre l'indigence des uns et le luxe militaire des autres ne créât pas une division aristocratique là où il voulait créer l'unité de cœur et de bras. Les réfugiés étrangers grandissaient en nombre et en audace dans Paris, ils prétendaient contraindre la volonté du gouvernement et prendre la guerre de force dans sa main, pour la porter sur leurs diffé-

rents territoires en y entraînant le drapeau français. Les Belges assiégeaient le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur. le gouvernement était inflexiblement résolu à leur refuser tout concours aussi impolitique qu'indigne de sa loyauté, mais il n'avait qu'une autorité morale à opposer à leurs enrôlements et à leurs projets d'invasion.

Plusieurs fois déjà le ministre des affaires étrangères avait rompu leurs trames et engagé le prince de Ligne à les faire rentrer dans leur patrie. Quelques centaines d'entre eux étaient partis en effet de Paris, mais il en restait deux ou trois mille tant à Paris que dans le département du Nord. Il paraît que lassés de leurs insistances et de leurs reproches, quelques hommes tenant de près au gouvernement mais à son insu et désavoués par lui, trempèrent par complaisance et presque par complicité dans ces passions de transfuges, leur firent fournir des moyens de transport, préparer des voitures d'armes sur l'extrême frontière de France. Arrivés à Lille la colonne belge fit demander des armes au général Négrier. Négrier averti par Lamartine refusa les armes. Pendant que cela se passait à Lille, Lamartine instruit du complot écrivait officiellement au ministre de l'intérieur pour qu'il s'opposât par tous ses agents à l'armement et à l'invasion des Belges. Le ministre de l'intérieur obtempérait à cette de-

mande en envoyant en effet des ordres dans ce sens à la frontière.

Le commissaire du gouvernement à Lille qui avait cru peut-être au premier moment agir conformément aux vues du gouvernement en favorisant l'armement des réfugiés, se rétractait. Il faisait de tardifs efforts pour rendre la rentrée des Belges sur leur territoire inoffensive. Les Belges qui voyaient avec eux, trois élèves de l'École polytechnique et qui recevaient d'eux des chariots de fusils, croyaient à la complicité du gouvernement. Entrés à main armée sur le sol de la patrie, ils y étaient reçus à coup de fusil par les troupes du roi, ils refluèrent en France en criant trahison ! Ce cri retentissait jusqu'à Paris et soulevait les Allemands, les Polonais et les clubs. C'est ce qu'on appela l'invasion de *Risquons-Tout*, du nom du village où le combat eut lieu. Mais il n'y avait pas trahison ; cependant il y avait intelligence de quelques démocrates de Paris avec les réfugiés belges. Des contre-ordres fermement donnés par le gouvernement étaient venus révoquer des ordres donnés par des agents occultes. Les puissances étrangères se plaignirent avec raison mais avec modération, elles furent forcées de reconnaître la bonne foi et même la vigueur de répression du ministre des affaires étrangères.

XX.

Les mêmes tentatives de rassemblement sur le sol français eurent lieu à Strasbourg et sur les bords du Rhin, malgré l'incessante résistance du gouvernement français. enfin une expédition de volontaires savoisiens partit de Lyon, passa le Rhône et s'avança sur Chambéry, s'en empara par surprise et fut expulsée le lendemain par une insurrection spontanée des montagnes. M. Emmanuel Arago qui gouvernait avec peine l'anarchie industrielle de Lyon, écrivit à Lamartine pour le prévenir de ce complot qu'il combattait, mais qu'il ne pouvait réprimer sans force armée. M. Ledru Rollin informé par le ministre des affaires étrangères envoya des commissaires et des ordres pour dissoudre ce rassemblement. Lamartine proposa le secours de l'armée des Alpes pour rétablir l'ordre à Chambéry et pour réprimer l'attentat des réfugiés et des Français contre la nationalité savoisienne. Le gouvernement fut aussi étranger à cette violation que le gouvernement précédent l'avait été à l'invasion des Italiens en Savoie. Il publia une proclamation par laquelle il écartait tous les réfugiés des frontières. Lamartine et le ministre de l'intérieur s'entendirent pour opérer cette dissolution des rassemblements. Des sommes considérables furent employées par